



UN AVENIR POUR NOS EMPLOIS

**AVEC LA CGT, C'EST
POSSIBLE**

UN PAVÉ DANS LA MARRE

C'est un coup de force qu'EDF a essayé de faire aux travailleurs de Cordemais, se préparant à annoncer une fin d'Ecocombust 2 (Usine Paprec-EDF) et une fin de production pour la centrale en 2027.

Lundi 16 sept. 24 :

- EDF annonce à la CGT vouloir stopper le projet Ecocombust 2, car les discussions entre EDF et Paprec sont infructueuses, n'ayant pas l'État en soutien économique-industriel.
- EDF, en mesure de compensation, propose de construire une usine de fabrication de tuyaux sur le site de Cordemais par sa filiale Framatome. Cela pourrait représenter 200 emplois et, (comme par miracle), serait mise en service en 2027.
- EDF dans son respect des institutions, souhaite annoncer la fin de la production d'électricité à base de charbon en 2027 à Cordemais comme exigé par le Président de la République. Mais a oublié que celui-ci a aussi annoncé la conversion intégrale de la production d'électricité de la centrale à la biomasse.
- EDF veut, par l'intermédiaire d'un directeur de division, annoncer cette nouvelle dès le mercredi 18 septembre au personnel et dit avoir la validation de l'État pour le faire.

=> Pour la CGT, la situation est incompréhensible, prématurée et inconcevable eu égard au travail fait par le site pour engager sa conversion. Si cette décision était prise, c'est une friche industrielle que laissera EDF sur Cordemais, car l'usine Framatome ne sera jamais prête en 2027. De plus, personne ne peut garantir que la centrale ne sera pas encore indispensable pour la sécurité du réseau en 2027 ou jusqu'à 2030 (leçon de la crise énergétique de 2022 avec la fermeture de St Avold et du Havre).

Mardi 17 septembre, après une bilatérale face au représentant d'EDF, la CGT a démontré que le sujet n'était pas du tout travaillé :

- Le planning de la construction de l'usine Framatome en 2027 est faux et des éléments écrits prouvent qu'au mieux, c'est en 2029 que la mise en service pourrait avoir lieu. Et ce ne sont que 80 emplois dans un premier temps, sans aucune garantie de passerelle pour les agents de la centrale, car des emplois hors statut des IEG.
- Rien ne contraint EDF à fermer dès 2027, ni la loi qui ne limite que le nombre d'heures, ni la stratégie d'EDF qui fixe la sortie du charbon de tous ses actifs en 2030. Seule une parole de Macron qui dit sortir du charbon en 2030, mais qui dit aussi convertir intégralement à la biomasse Cordemais...
- Les engagements pris auprès de l'État depuis 2 ans ne sont pas tenus par EDF, car la centrale n'est convertie qu'à 20 % au lieu des 40 % promis.
- Aucune certitude n'est donnée sur l'absence du besoin de Cordemais, même quelques centaines d'heures, pour équilibrer le réseau électrique au-delà de 2027. Hormis les mêmes analyses qui prévoyaient avant la crise énergétique la capacité de fermer toutes les centrales à charbon dès 2022. Quelle leçon est tirée de la crise énergétique ? Il semblerait que pour EDF, ça ne soit aucune !

EDF a annulé ses annonces prévues le mercredi 18 septembre et s'est donné 1 mois pour travailler la possibilité de fermer la centrale en 2027 et de tenir son engagement pris auprès de la région pour la reconversion industrielle du site.

Quel affront, quel mépris, quelle injure qu'EDF fait à tout le territoire ligérien qui n'avait pas besoin de ça pour déjà être en grande difficulté sur l'emploi industriel :

- Depuis 2 ans, c'est déjà 216 emplois qui sont supprimés (RFS = 117 ; Saipol = 33 ; Candia = 161 ; Yara = 139).
- Des annonces de PSE ou de chômage partiel touchent déjà 740 emplois du bassin ligérien (GE = 360 ; Saunier Duval = 225 ; Campus Enedis = 25 ; Bobcat = 130).
- Des menaces pèsent sur de nombreux autres emplois industriels (Arcelor Mittal baisse de 15 % ses effectifs en France ; Cargill ; Total raffinerie Donges...).

Pour la CGT, cette précipitation d'EDF dans le dossier de Cordemais n'est pas liée uniquement à ce sujet, il le dépasse et les travailleurs du site sont utilisés comme contre-feu ou chair à canon dans un autre combat.

- La taxe EDF annoncée par l'ex-ministre des Finances durant l'été est-elle en lien ? Il est vrai que 3 Mds € puisés injustement dans les poches de l'entreprise entraîneraient des conséquences lourdes.
- La guerre intestine qui se joue au sein du COMEX d'EDF en est-elle arrivée à ce stade du combat où les salariés sont jetés au milieu de l'arène ?



Les revendications sont claires, elles ont été partagées avec les élus du territoire le 17 avril dernier :

⇒ **Reconversion de la centrale de Cordemais**

Pour la CGT :

- **EDF doit** tenir ses engagements déjà pris et convertir au plus vite à 40 % la production d'électricité de la centrale de Cordemais. Si l'usine avec Paprec ne doit pas voir le jour, la conversion à 40 % avec l'achat de pellets à Arbaflame doit permettre de mettre les émissions de CO² de la centrale au niveau d'une centrale à gaz dans un premier temps.
- **EDF doit** poursuivre la capacité de produire de Cordemais jusqu'à minima 2030 pour se donner quelques marges minimales pour être résilient à une situation énergétique du pays qui se tendrait (reprise de la consommation, transition énergétique et usage électrique qui se renforce, retard EPR Flamanville, hiver rigoureux, crise géopolitique amenant une crise énergétique...). Cela semble être un minimum pour une entreprise de service public.
- **EDF doit** lancer l'usine Framatome sur le site de Cordemais pour préparer une alternative industrielle au territoire. La CGT ne s'oppose jamais à de l'emploi industriel, mais le lien avec les emplois de la centrale semble assez éloigné.

Toute autre position serait une déclaration de guerre au territoire ligérien, à ses élus et aux travailleurs du site EDF de Cordemais. La CGT veillera avec tous les moyens à sa disposition qu'EDF prenne les bons choix pour ne pas faire une nouvelle fois un territoire sinistré. Le sujet économique doit se prendre dans un contexte global où chacun prend sa part de responsabilité, que ce soit le gouvernement, les parlementaires, EDF et les travailleurs organisés par la CGT.